



PRÉFET DU HAUT-RHIN

Préfecture
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des enquêtes publiques et installations classées

ARRÊTÉ **du 17 mai 2019 portant** **autorisation à la société SCHROLL Sas à Pfastatt, d'étendre son centre de tri,** **transit, regroupement et traitement de déchets**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 200/75/UE du Parlement européen et du Conseil, publiée au Journal Officiel européen du 17 août 2018 ;
- VU le code de l'environnement, livre V, titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives ;
- VU la nomenclature des installations classées, annexée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- VU le code des relations entre le public et l'administration et notamment son article L. 121-1 ;
- VU l'article 15 de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;
- VU le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2710-2 de la nomenclature des ICPE ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2515 de la nomenclature des ICPE ;

- VU l'arrêté ministériel du 6 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2711, 2713, 2714 ou 2716 de la nomenclature des ICPE ;
- VU l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses,
- VU l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 approuvant le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse ;
- VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Ill-Nappe-Rhin, approuvé le 1er juin 2015 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 28 février 2017 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du Haut-Rhin et le règlement annexé ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2006-188-16 du 7 juillet 2006 portant institution de servitudes d'utilité publique sur une partie des terrains exploités par la société DMC Tissus – département Texunion à Pfastatt ;
- VU les actes administratifs délivrés antérieurement et notamment :
- l'arrêté préfectoral n°2006-170-8 du 19 juin 2006 portant autorisation à la société SCHROLL – Colmar SAS d'exploiter une unité de collecte, de tri et de traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois à Pfastatt – Zone Industrielle Texpark,
 - l'arrêté préfectoral n°2010-235-1 du 23 août 2010 portant prescriptions complémentaires à la société SCHROLL relatives à son unité de collecte, tri et traitement de papiers, cartons, matières plastiques et bois sise Zone Industrielle Texpark – 68120 Pfastatt,
 - l'arrêté préfectoral n°2014217-0015 du 5 août 2014 portant prescriptions complémentaires à la société Schroll pour son site de Pfastatt concernant les garanties financières en référence au titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- VU la demande présentée le 21 octobre 2016 et complétée le 10 mai 2017 puis le 26 octobre 2017 par la société SCHROLL SAS, dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg – BP 23 – 67026 Strasbourg cedex, en vue d'obtenir l'autorisation d'étendre une installation de tri, transit, regroupement, traitement de déchets sur le territoire de la commune de Pfastatt, en zone industrielle, rue des Imprimés ;
- VU le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- VU la décision en date du 22 août 2018 du président du tribunal administratif de Strasbourg portant désignation du commissaire enquêteur ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2018 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 30 jours du 8 octobre 2018 au 7 novembre 2018 inclus sur le territoire des communes de Brunstatt-Didenheim, Illzach, Richwiller, Kingersheim, Lutterbach, Mulhouse, Pfastatt et Morschwiller-le-Bas ;
- VU le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Illzach et de Pfastatt ;
- VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 512-19 à R. 512-25 du code de l'environnement, dans leur rédaction antérieure au décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 ;
- VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 27 juillet 2018;
- VU la réponse de l'exploitant en date du 14 août 2018, à l'avis de l'Autorité Environnementale ;
- VU le rapport et les propositions en date du 14 mars 2019 de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis en date du 4 avril 2019 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours duquel le demandeur a été entendu (a eu la possibilité d'être entendu) ;

VU le projet d'arrêté porté le 11 avril 2019 à la connaissance du demandeur, lequel n'a fait l'objet d'aucune observation ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement dans sa rédaction antérieure à l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée, l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment les dispositions relatives à la prévention et à la surveillance des émissions de toutes natures de l'établissement (rejets aqueux, bruit, odeurs...) et celles relatives à l'organisation des stockages, à la gestion des déchets et aux moyens de prévention et de protection contre le risque incendie, tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 512-19 à R.512-25 du code de l'environnement dans leur rédaction antérieure au décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SCHROLL Sas dont le siège social est situé 6 rue de Cherbourg – BP 23 à Strasbourg (67026 cedex) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à continuer l'exploitation et à étendre, sur le territoire de la commune de Pfaffstatt (68120), en zone industrielle Pfaffstatt le Château, rue des Imprimés, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées
n°2006-170-8 du 19 juin 2006	Articles 2 à 18
N°2010-235-1 du 23 août 2010	Articles 2 à 6
n°2014217-0015 du 5 août 2014	Tous les articles

Article 1.1.3. Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions générales ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2710-1a	A	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 7 tonnes	Espace Recyparc : - réception des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 25 t - autres déchets dangereux : 7 t	32 t
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	-Transit de piles et néons : 25 t -Transit de traverses de chemin de fer : 500 t	525 t
2790	A	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795.	-Découpe de traverses de chemin de fer	50 t/an
2791-1	A	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t/j	-Broyage de bois : 100 t/j -Broyage d'encombrants : 25 t/j -Broyage d'ordures ménagères : 25 t/j -Mélange des ordures ménagères à des broyats d'encombrants puis mise en balle : 100 t/j	250 t/j
3532	A	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : -Prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération	-Broyage d'encombrants : 25 t/j -Broyage d'ordures ménagères : 25 t/j - Mélange des ordures ménagères à des broyats d'encombrants puis mise en balle : 100 t/j	150 t/j
3550	A	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de leur collecte.	-Traverses de chemin de fer : 500 t -Piles et néons : 25 t -Amiante lié : 25 t - déchets dangereux de la déchèterie : 7 t	557 t

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2710-2a	E	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 : 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³	Déchets non dangereux au sein de l'espace Recyparc	700 m ³
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	-Stockage des déchets triés de papiers, cartons, plastique : 10 000 m ³ -Stockage de déchets issus de la collecte sélective non triés:5000m ³	15 000 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	-Déchets Industriels : 1000 m ³ -Refus de tri : 200 m ³ -Transit d'ordures ménagères en vrac et en balles, de déchets banals et d'encombrants : 5000 m ³	6 200 m ³
2517-2	D	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 2. Supérieure à 5000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²	Transit de matériaux inertes	10 000 m ²
2711-2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719. Le volume susceptible d'être entreposé étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³	Transit de DEEE (hors apports Recyparc)	300 m ³

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumise au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du code de l'environnement)

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3550 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au traitement des déchets (BREF WT).

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72, dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées (première échéance au 16 août 2019).

Article 1.2.2. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales en eaux douces superficielles, sur le sol ou dans le sous-sol : surface totale du projet et du bassin versant naturel intercepté : 2. supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha	Surfaces de bâtiments et voiries collectées	4 ha

Article 1.2.3. Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur les parcelles suivantes :

Commune	Parcelles
Pfastatt	Section 17, parcelles 174, 181, 182, 183, 184, 186, 188 Section 19, parcelles 20, 21, 32, 33, 45, 47

Article 1.2.4. Limites de l'autorisation

Article 1.2.4.1. Implantation des installations

Les distances d'isolement suivantes sont à respecter :

- une distance minimum de 15 m entre les stockages extérieurs du site (matières plastiques, papiers et cartons, bois) et les limites de propriété côté sud-est et à proximité de la Doller,
- une distance minimum de 30 m entre le stockage extérieur des balles d'ordures ménagères et les limites du site,
- une distance minimum de 5 m entre le stockage de traverses de chemin de fer et les limites du site,
- une distance minimum de 20 m entre le stockage extérieur des balles d'ordures ménagères et les bâtiments d'exploitation du site,
- une distance minimum de 10 m entre les autres stockages extérieurs du site (matières plastiques, stockage de matières à trier) et les bâtiments d'exploitation du site,
- un éloignement minimum de 10 m entre les différents îlots de stockage extérieurs.

Des marquages au sol ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente permettent de matérialiser ces distances d'isolement.

Article 1.2.4.2. Heures d'ouverture des installations

Les heures de fonctionnement et de réception des déchets sont :

- du lundi au vendredi de 5h à 20h,
- le samedi, de 6h à 12h30.

Article 1.2.4.3. Origine géographique des déchets

Les déchets admissibles sur le site proviennent essentiellement du département du Haut-Rhin (80 % minimum). Ils peuvent également provenir des départements limitrophes, et, de manière ponctuelle, d'une origine géographique différente.

Pour chaque provenance de déchets, l'exploitant doit s'assurer que cette opération est autorisée par les plans (départementaux ou régionaux) en vigueur sur la zone d'origine du déchet. Les éléments justificatifs précis doivent être tenus à disposition de l'inspection des installations classées et transmis sur demande.

Article 1.2.4.4. Déchets admissibles

De manière générale, les déchets admissibles sur le site sont :

- Collecte sélective en mélange (papiers, cartons, plastiques, métaux) comportant une fraction valorisable et éventuellement une fraction non valorisable
- Déchets industriels non dangereux en mélange (papiers, cartons, plastiques, métaux, bois) comportant une fraction valorisable et éventuellement une fraction non valorisable
- Ordures ménagères, dans le cadre de l'activité de mise en balles
- Cartons
- Papiers
- Plastiques
- Déchets inertes
- Verre
- Déchets d'équipements électriques et électroniques
- Tubes fluorescents et piles
- Traverses de chemin de fer créosotées
- Transit, regroupement de biodéchets (SPA de catégorie 3)

En plus des déchets ci-dessus, sont admis, au sein de la déchetterie professionnelle :

- Métaux et déchets métalliques
- Cartons, papiers, bois non traités
- Plastiques
- Verre
- Déchets verts et biodéchets
- Gravats
- Plâtre
- DEEE
- Pneumatiques
- Déchets non dangereux en mélange
- Batteries automobiles
- Cartouches d'encre
- Huiles usagées
- Filtres à huiles
- Déchets diffus spécifiques (DDS)
- Déchets de déconstruction contenant de l'amiante liée

Dès réception, l'exploitant sépare les différents déchets présentant des risques d'incompatibilité entre eux et s'assure par une connaissance optimale des déchets de leur stockage dans des conditions sans risque. En particulier, l'exploitant stocke ces déchets dans des dispositifs de rétentions appropriés, prévus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Ne sont pas admis sur le site (hors issus du tri) :

- les substances chimiques non identifiées et/ou qui proviennent d'activité de recherche et développement ou d'enseignement, et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple déchets d'expérimentation, etc.),
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- les matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes, matières stercoraires...),
- les cadavres d'animaux ou les déchets issus des abattoirs,
- les boues de station d'épuration urbaines,
- les boues de station d'épuration industrielles,
- les substances ou produits explosifs, dont les bonbonnes et bouteilles de gaz,
- les déchets pulvérulents,
- les déchets amiantés autres que les déchets de déconstruction contenant de l'amiante liée,
- Les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB, notamment les transformateurs,
- les peroxydes et perchlorates,
- les produits lacrymogènes,
- les déchets pollués par des germes pathogènes,
- tous déchets non identifiés,

- tous déchets susceptibles de réagir entre eux ou lors de leur combustion pour former des mélanges détonants ou des vapeurs toxiques.

Article 1.2.4.5. Registre des déchets

L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets entrant et sortant (y compris les éventuels refus de tri) du site. Pour chaque chargement, le registre comporte la quantité et la nature des déchets, leur provenance/destination.

Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :

- La date de réception/expédition,
- Le nom et l'adresse du détenteur/repreneur des déchets,
- La nature et la quantité de chaque déchet reçu/expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement),
- L'identité du transporteur des déchets,
- Le numéro d'immatriculation du véhicule,
- L'opération subie par les déchets dans l'installation.

Article 1.2.4.6. Réception, tri, stockage et expédition des déchets

Réception :

Un affichage des matières prises en charge par l'installation doit être visible à l'entrée de l'installation. Les matières non listées ne sont pas admises dans l'installation.

Avant réception d'un déchet listé ci-dessus, une information préalable doit être communiquée à l'exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de matières livrées.

Un contrôle visuel du type de matières reçues est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.

L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.

L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de matières qu'il apporte.

Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.

L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants.

Les métaux ou déchets de métaux à l'exception de ceux issus de la collecte sélective (canettes, boîtes de conserve, ...) et de ceux acceptés sur la déchetterie (apportés par le producteur initial) doivent au préalable de leur admission et leur expédition faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues aux articles L. 542-1 et suivants du code de l'environnement.

Le seuil de déclenchement de l'alarme de ce dispositif est fixé par l'exploitant en tenant compte du bruit de fond local. Les éléments techniques justificatifs de la détermination de ce seuil de déclenchement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le seuil de déclenchement ne peut être modifié que par action d'une personne habilitée par l'exploitant. Le réglage de ce seuil de déclenchement est vérifié à fréquence a minima annuelle, selon un programme de vérification défini par l'exploitant.

La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier que l'équipement de détection de la radioactivité est en service de façon continue.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.

Tri :

Sauf dispositions contraires dans le présent arrêté, les chargements de déchets non triés réceptionnés en vrac sur le site forment des tas dont le volume unitaire est limité à 300 m³ et une hauteur de 5 m, sauf pour la collecte sélective ou les tas peuvent atteindre un volume unitaire de 1 000 m³. Dans la mesure du possible, ils sont triés dès leur arrivée. Le délai maximal avant tri ne doit en tout état de cause jamais excéder 15 jours. Les matériaux sont traités par filière ou par campagne dans les conditions normales d'exploitation.

Stockage :

La durée de stockage des déchets ne dépasse pas douze mois.

Le stockage doit être effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.

Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus sont nettement délimitées, séparées et clairement signalées. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt même temporaire en dehors des aires. Les différents stockages sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles.

Les stockages de déchets triés sont situés sur des zones spécifiques dédiées à chaque type de déchets organisées en îlots de 2500 m³ maximum chacun. Les matières plastiques, papiers et cartons sont conditionnés sous forme de balles.

Les quantités stockées sur site ne dépassent pas :

- 4000 t de vieux papiers et cartons,
- 2000 t de matières plastiques diverses,
- 500 t de DIB,
- 1000 t de bois,
- 25 t de piles et néons.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la quantité de déchets (triés et non triés) présente sur le site le dimanche et les jours fériés, soit réduite au minimum.

Le stockage de déchets d'ordures ménagères et d'encombrants en balles est réalisé de préférence sur 4 niveaux. Si l'activité nécessite un stockage plus important, la hauteur de stockage ne dépasse pas 10 m et le stockage est réalisé sous forme d'îlots pyramidaux d'une hauteur maximale de 8 balles, de manière à éviter tout risque de chute de balle, notamment vers l'extérieur du site.

Expédition :

L'exploitant s'assure que les installations de destination sont exploitées conformément à la réglementation en vigueur.

Article 1.2.5. Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes présente une surface totale de près de 5,3 ha dont 4ha de voiries imperméabilisées et de bâtiments.

Toutes les activités sont localisées sur des surfaces imperméabilisées.

Le bâtiment A, de 5720 m², est dédié aux déchets d'entreprises et abrite les installations suivantes :

- broyage des papiers, bois et cartons,
- chaîne de tri des déchets,
- presse de mise en balle,
- stockage des déchets devant être abrités des intempéries,
- espace RECYPARC (collecte des déchets par apport volontaire direct des professionnels).

Le bâtiment B abrite les bureaux et locaux sociaux.

Le bâtiment C, de 5300 m², est dédié notamment aux déchets des collectivités et à certains déchets spécifiques et abrite les installations suivantes :

- stock et tri des déchets issus de la collecte sélective,

- stock tampon d'ordures ménagères en vrac,
- process de broyage et mise en balle des ordures ménagères et des encombrants,
- stockage de déchets dangereux de type piles et néons, DEEE, déchets de déconstruction contenant de l'amiante lié.

Les autres installations sont positionnées sur des surfaces extérieures imperméabilisées :

- zones de stationnement pour les bennes et véhicules de collecte,
- zone de stockage de déchets triés en partie sud-est,
- zone de transit et découpe des traverses de chemin de fer,
- zone de transit de déchets inertes,
- stockage et distribution de carburants (gasoil et GNR) pour l'alimentation des engins.

La quantité maximale de déchets autorisée en transit sur le site est de 90 000 t/an.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1. Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.4.1. Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

L'exploitant informe le préfet de la date de mise en service des installations dans le mois qui suit.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1. Objet des garanties financières

Au titre de l'article L. 516-1 du code de l'environnement, des garanties financières sont établies conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 pour la mise en sécurité du site de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1. Ces garanties financières s'appliquent pour les activités visées au chapitre I.2 sous les rubriques suivantes: 2714, 2716, 2718, 2790 et 2791.

Article 1.5.2. Montant des garanties financières

Le montant total des garanties à constituer est de 325 594 euros.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 110,2 (index travaux public août 2018-source INSEE), un coefficient de raccordement de 6,5345 et un taux de TVA de 20 %, soit un coefficient α de 1,098.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets pouvant être entreposés sur le site, définie à l'article 1.2.1 du présent arrêté.

Article 1.5.3. Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.5.4. Renouvellement des garanties financières

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.5.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

Article 1.5.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

Article 1.5.7. Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

Article 1.5.9. Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.6.4. Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

Article 1.6.5. Changement d'exploitant

La demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

Article 1.6.6. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage industriel.

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Pour cela :

- il procède à l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- il met en place des interdictions ou limitations d'accès au site dont il maintient l'efficacité au cours du temps ;
- il supprime les risques d'incendie et d'explosion ;
- il poursuit/met en place la/une surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant notifie au préfet les mesures prises et prévues en ce sens 3 mois avant l'arrêt définitif, avec la notification de ce dernier.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du chapitre II du Titre I du Livre V du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

CHAPITRE 1.7 RÉGLEMENTATION

Article 1.7.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- Arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines
- Arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 15 décembre 2009 modifié fixant certains seuils et critères
- Arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
- Arrêté ministériel du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement
- Arrêté ministériel du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005-Arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- Arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
- Arrêté ministériel du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

Article 1.7.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;

- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.1.2. Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

Article 2.2.1. Réserves de produits

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

Article 2.3.1. Propreté

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, ... sont mis en place en tant que de besoin.

Le site est tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant un an.

Article 2.3.2. Esthétique

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

Le site est totalement clôturé afin d'isoler visuellement les stockages du site et éviter les envols de produits à l'extérieur. En particulier :

- sur la façade nord du site, un mur séparatif d'une hauteur minimale de 2,5 m est implanté,
- sur les façades est et ouest, une clôture est implantée afin d'atténuer l'impact visuel.

L'exploitant procède, si nécessaire à la mise en place de filets supplémentaires pour retenir les éléments légers à l'intérieur. Ces filets sont installés de manière à ne pas induire de nuisances paysagères supplémentaires.

CHAPITRE 2.4 DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Article 2.4.1. Danger ou nuisance non prévenu

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.5.1. Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.6.1. Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Article 2.7.1. Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
ARTICLE 1.2.1	Réexamen des conditions d'exploiter des installations IED	Dans les 12 mois suivant la parution des conclusions MTD relatives au traitement des déchets (première échéance au 16 août 2019)
ARTICLE 1.4.1	Notification de mise en service des installations	Dans le mois suivant la mise en service
ARTICLE 1.5.3	Attestation de constitution de garanties financières	Avant la mise en service de l'exploitation
ARTICLE 1.6.6	Notification de mise à l'arrêt définitif	3 mois avant la date de cessation d'activité
ARTICLE 4.3.6.1	Convention /autorisation de rejet des eaux au réseau public	Avant la mise en service de l'exploitation
ARTICLE 10.3.1	Résultats de la surveillance des émissions aqueuses et de la qualité des eaux souterraines	Semestrielle (GIDAF : site de télédéclaration)
ARTICLES 10.3.2 et 10.4.1	Déclaration annuelle des émissions	Annuelle (GEREP : site de télédéclaration)
ARTICLE 10.3.3	Résultats de la surveillance des émissions sonores	Dans les 6 mois suivant la mise en service de l'installation, puis sur demande du préfet

CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 3.1.1. Dispositions générales

L'établissement n'est pas à l'origine de rejets atmosphériques autres que les rejets suivants :

- rejets de moteurs thermiques des engins de manutention et véhicules,
- émissions de poussières dues à la manipulation des déchets.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Aucun produit pulvérulent n'est stocké ou mis en œuvre sur le site.

Article 3.1.2. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conforme ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

Article 3.1.3. Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

En particulier :

- en fonctionnement normal, seul le stockage d'ordures ménagères sous forme de balles étanches est autorisé sur les surfaces extérieures du site ;
- l'étanchéité des balles stockées en extérieur est vérifiée périodiquement à une fréquence adaptée. Les vérifications sont consignées sur un registre. En cas de défaut d'étanchéité constaté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour reconditionner au plus vite les balles défaillantes ;
- en cas d'impossibilité de procéder à la mise en balle des ordures ménagères, l'exploitant refuse tout nouvel apport et évacue les stocks vrac résiduels si l'indisponibilité de l'équipement de mise en balle dépasse 24 heures.

L'exploitant dispose par ailleurs sur le site des moyens (canons anti-odeurs, plaques de gel absorbant,... ou tout autre moyen adapté) permettant de maîtriser les nuisances olfactives qui surviendraient malgré les mesures préventives mises en place. Il informe dans les plus brefs délais l'inspection en cas de mise en œuvre de ces moyens. Il identifie les causes des nuisances ressenties et met en œuvre les mesures correctives permettant d'éviter le renouvellement de ces nuisances.

Article 3.1.4. Voies de circulation

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,

- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Article 3.1.5. Émissions diffuses et envols de poussières

Les opérations de tri et de reconditionnement, ainsi que de broyage de déchets, sont pratiquées à l'intérieur des bâtiments afin de limiter l'envol de poussières.

L'activité de découpe de traverses de chemin de fer n'est pas réalisée en période fortement venteuse, afin de limiter les envols.

Les stockages en vrac de déchets susceptibles d'être sources d'envols sont réalisés autant que possible à l'intérieur des bâtiments d'exploitation. Des dispositifs de limitation des envols adaptés aux déchets en présence (filets,...) sont mis en œuvre sur ou à proximité des stocks extérieurs en tant que de besoin.

Pour les stockages de déchets inertes, une humidification du stockage est pratiquée pour limiter les envols par temps sec ou venteux.

Le transport des déchets s'effectue dans des conditions propres à limiter les envols. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits sont couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ du site.

CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET

Article 3.2.1. Dispositions générales

Aucun rejet canalisé à l'atmosphère n'est autorisé.

L'exploitant prend toutes les mesures adaptées pour limiter et réduire les émissions diffuses de poussières générées par l'exploitation de ses installations. Les émissions de poussières ne doivent pas être susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et la sécurité publique.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau

L'installation est alimentée en eau par le réseau public d'adduction d'eau potable. Le volume annuel d'eau en provenance du réseau public est de 1000 m³.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Le raccordement sur le réseau public d'alimentation en eau potable doit être équipé d'un dispositif de disconnexion (art. 16 de l'arrêté du 2 février 1998). Le dispositif devra être installé et vérifié conformément à la norme NF 1717 et pourra être de type bac de disconnexion par surverse ou disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable de type BA.

Article 4.1.2. Prélèvement d'eau en nappe par forage

Le prélèvement d'eau de nappe par forage est interdit.

CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.2.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.3 est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion ou disconnecteurs)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.2.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Article 4.2.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.3.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les **eaux pluviales** de toitures et eaux non susceptibles d'être polluées, et les **eaux pluviales susceptibles d'être polluées** (notamment les eaux pluviales de voirie), les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction),
- les **eaux domestiques** : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches.

Article 4.3.2. Collecte des effluents

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la nappe d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.3.3. Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

Article 4.3.4. Entretien et conduite des installations de traitement

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement/déchargement et de stockage, sont collectées par un réseau spécifique et déversées dans deux bassins de rétention avant d'être traitées par un dispositif de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.5. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Rejet des eaux usées	
Nature des effluents	Eaux domestiques
Traitement avant rejet	/
Point de rejet	Réseau public des eaux usées
Station de traitement collective	Station d'épuration de Wittelsheim
Conditions de raccordement	convention

Rejet des eaux pluviales – bassin versant sud-ouest	
Nature des effluents	Eaux pluviales des voiries et toitures
Surface imperméabilisée collectée	24 160 m ²
Traitement avant rejet	Débourbeur séparateur d'hydrocarbures
Débit de rejet	24,1 l/s
Point de rejet	Doller 1
Conditions de raccordement	/

Rejet des eaux pluviales – bassin versant nord-est	
Nature des effluents	Eaux pluviales des voiries et toitures sud, entrée du site
Surface collectée	13 320 m ²
Traitement avant rejet	Déboureur séparateur d'hydrocarbures
Débit de rejet	11,7 l/s
Point de rejet	Doller 2
Conditions de raccordement	/

Article 4.3.6. Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Article 4.3.6.1. Conception

Pour les rejets aux réseaux publics, les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.7. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5

Article 4.3.8. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires interne à l'établissement

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 4.3.10. Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies :

Paramètre	Code Sandre	Concentrations (mg/l)
MES	1305	35
DCO	1314	125
DBO5	1313	30
Hydrocarbures totaux	7009	10
Naphtalène	1517	0,130
Fluoranthène	1191	0,025
Somme (benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, benzo(g,h,i)pérylène, indéno(1,2,3-cd)pyrène)	7088	0,025
Chrome total	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Chrome hexavalent	1371	50 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Cuivre	1392	0,15 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Nickel	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Plomb	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Zinc	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Arsenic	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5 g/j
Mercurure	1387	0,025
Cadmium	1388	0,025

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultats de mesures ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

TITRE 5 - DÉCHETS PRODUITS

Les dispositions applicables aux déchets reçus et traités sur le site relèvent des Titres 1 et 9 (déchets relevant des rubriques 2710, 2711, 2713, 2714, 2715, 2716, 2718 et 2719).

Les dispositions applicables aux déchets produits par le site relèvent du présent Titre.

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

Article 5.1.3. Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

Article 5.1.4. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

Article 5.1.5. Déchets gérés à l'intérieur de l'établissement

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.6. Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.1.7. Déchets produits par l'établissement

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Groupe de déchets	Nature des déchets	Production annuelle (ordre de grandeur)	Quantité maximale stockée sur site
Déchets non dangereux	20 01 40	Ferrailles	20 t	30 m ³
	20 01 01	Papiers et plastiques non valorisables	20 t	30 m ³
	20 01 39			
	15 01 03	Palettes	50 t	20 t
	20 01 02	Verre	10 t	100 m ³
Déchets dangereux	13 01 * et 13 02 *	Huiles hydrauliques et huiles moteur usagées	600 l	600 l
	13 05 *	Contenu de séparateur eau/hydrocarbures	/	3 m ³

CHAPITRE 5.2 ÉPANDAGE

Article 5.2.1. Épandages interdits

Les épandages de produits, effluents ou déchets provenant de l'installation sont interdits.

TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées (a minima les substances et mélanges dangereux selon le règlement 1272/2008, dit CLP).

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Article 6.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.

TITRE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS ET DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1. Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 7.1.2. Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement, à l'exception des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments visés par l'arrêté du 18 mars 2002 modifié, mis sur le marché après le 4 mai 2002, soumis aux dispositions dudit arrêté.

Article 7.1.3. Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 7.2.1. Valeurs Limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'Exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en tout point de la limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 7.2.3. Tonalité marquée

La présence de tonalité marquée devra être étudiée lors de la première campagne de mesures de niveaux sonores.

En cas de bruit émis à tonalité marquée, sa durée d'apparition quotidienne n'excédera pas 30 minutes en période de nuit et 4h30 en période de jour soit au maximum 30 % du temps de fonctionnement autorisé dans chacune des périodes diurne et nocturne.

CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS

Article 7.3.1. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 7.4 ÉMISSIONS LUMINEUSES

Article 7.4.1. Émissions lumineuses

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions pour respecter les dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

Ces dispositions s'appliquent notamment aux installations lumineuses destinées aux usages suivants :

- éclairage des bâtiments, recouvrant à la fois l'illumination des façades des bâtiments et l'éclairage intérieur émis vers l'extérieur de ces mêmes bâtiments ;
- éclairage des parcs de stationnements non couverts ou semi-couverts ;
- éclairage événementiel extérieur, constitué d'installations lumineuses temporaires utilisées à l'occasion d'une manifestation commerciale ou de loisirs ;
- éclairage de chantiers en extérieur.

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS

Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 8.1.2. Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Article 8.1.3. Propreté de l'installation

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.4. Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée. Une surveillance est assurée en permanence (présence physique ou alarme anti-intrusion).

Article 8.1.5. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 8.1.6. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

CHAPITRE 8.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 8.2.1. Comportement au feu

Les différents déchets non dangereux acceptés sur l'espace Recyparc (déchetterie professionnelle) sont stockés dans des conteneurs ou box adaptés délimités par des murets en béton coupe-feu 2 heures.

Le stockage en vrac des déchets issus de la collecte sélective (papiers, cartons, plastiques) mis en place en partie est de l'extension du bâtiment C est réalisé dans une zone délimitée par des blocs béton pare-flamme 2 heures sur ses faces nord et est. La surface du stockage est d'environ 1000 m² et la hauteur limitée à 6 m.

Les stockages de déchets triés (balles de papiers/cartons ou matières plastiques, bois) réalisés en limite sud-est du site sont séparés de la limite de propriété par un mur en béton de 3 m de hauteur, doublé d'un merlon de terre parallèle de 3 m de hauteur également. Les îlots de balles de papiers/cartons ou matières plastiques sont limités en surface à 500 m² et 5 m de hauteur.

Article 8.2.2. Intervention des services de secours

Article 8.2.2.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les stockages de déchets sur les plateformes extérieures doivent être réalisés en îlots séparés par des espaces libres suffisamment dimensionnés pour limiter la propagation d'un incendie et faciliter l'intervention des secours.

Article 8.2.2.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 %,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum,
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 8.2.2.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant à minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 8.2.2.4. Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 8.2.2.2.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 %,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu (320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu pour les installations présentant des risques spécifiques nécessitant l'intervention d'importants moyens de lutte contre l'incendie : entrepôt, dépôts de liquides inflammables...), ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

Article 8.2.2.5. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

Article 8.2.3. Désenfumage

Pour les locaux à risque d'incendie, le désenfumage est assuré par une façade ouverte du bâtiment sur toute sa longueur.

Article 8.2.4. Moyens d'alerte

Les bâtiments d'exploitation et les stockages extérieurs sont équipés d'un dispositif de détection automatique des points chauds et des fumées, avec report d'alarme pendant les heures de fermeture de l'établissement.

Article 8.2.5. Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.1.1 ;
- de 5 poteaux incendie du réseau public d'un diamètre nominal DN100 ou DN150, implantés à moins de 200 mètres de l'installation, permettant de fournir un débit minimal de 480 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). L'accès au poteau incendie situé à l'arrière du site côté Doller est notamment assuré par une porte dans le mur d'enceinte, dont l'accessibilité à tout moment est assurée et définie par une consigne ;
- d'une aire de mise en station et d'un accès à la Doller disponibles en toute circonstance, permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter en eau, avec un débit minimum de 60 m³/h ;
- d'un réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement des réserves d'eau.

L'exploitant s'assure du respect du guide technique du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) du 28 février 2017 susvisé.

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

CHAPITRE 8.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.3.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 8.3.2. Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Dans les bâtiments d'exploitation, à proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique.

Article 8.3.3. Ventilation des locaux

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

Article 8.3.4. Prévention du risque foudre

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention, définies par l'étude technique réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation, sont réalisées, par un organisme compétent, **avant la mise en service des nouvelles installations.** Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 8.4.1. Rétentions et confinement

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) est conçue pour pouvoir être contrôlée à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de produits dangereux réagissant au contact avec l'eau, toxiques, ou dangereux pour l'environnement, est réalisé au-dessus de la cote du terrain naturel ou dans un récipient enterré étanche à double enveloppe ou présentant des garanties équivalentes.

Le stockage des autres produits dangereux n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Pour les dispositifs de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produits libérés par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

La rétention des eaux d'extinction d'incendie pour chaque zone susceptible d'accueillir des produits combustibles est la suivante :

Zone	Volume d'eau à retenir	Moyens de confinement
Site existant	960 m ³ d'eau d'extinction 407 m ³ d'eau liée aux intempéries	Rétention d'un volume de 690 m ³ , au sein de canalisations surdimensionnées, munies d'une vanne de confinement avant rejet dans la Doller
Extension		Rétention d'un volume de 677 m ³ , réparti en : - 405 m ³ dans des réseaux enterrés de grand diamètre, munis d'une vanne de confinement avant rejet dans la Doller, - 224 m ³ sur la plateforme de transit des balles d'ordures ménagères, - 48 m ³ sur la plateforme de transit des traverses de chemin de fer.

Une liaison hydraulique permettant la mutualisation des volumes de rétention est effective entre les réseaux de collecte des eaux pluviales du site existant et de l'extension.

Les conditions d'exploitation du site permettent d'assurer à tout moment la disponibilité des volumes de rétention sur les plateformes de transit des balles d'ordures ménagères et des traverses de chemin de fer.

Les vannes permettant d'isoler les réseaux du milieu naturel sont maintenues en état de marche, signalées et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. Les vérifications sont consignées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 8.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Article 8.5.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » (pour une intervention sans flamme et sans source de chaleur) et éventuellement d'un « permis de feu » (pour une intervention avec source de chaleur ou flamme) et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuation divers...).

Article 8.5.4. Consignes d'exploitation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4.1 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

TITRE 9 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

Article 9.1.1. Modalités de gestion des pollutions historiques présentes dans les sols

En référence à l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2006 susvisé, pour la zone de servitude P3 (ancien atelier de traitement de surface de la société DMC Texunion), une imperméabilisation de la surface est maintenue en tout temps sur les deux zones afin de limiter la percolation et les infiltrations d'eau dans les sols.

Une autorisation préalable du préfet doit être obtenue pour les aménagements et constructions impliquant l'excavation ou la mise à jour des terres situées sous le revêtement d'imperméabilisation des zones. Cette autorisation doit fixer les conditions dans lesquelles ces travaux peuvent être réalisés.

Les plantations dont le système racinaire est susceptible de dépasser 1 mètre de profondeur sont interdites sur ces zones.

En cas d'excavation ou de travaux souterrains au droit des zones polluées mises en évidence dans le cadre du rapport de base annexé à la demande d'autorisation susvisée et des diagnostics de sols réalisés ultérieurement, l'exploitant doit mettre en place les modalités adaptées de prise en compte des pollutions existantes et de gestion des terres excavées, notamment :

- les canalisations souterraines d'approvisionnement en eau potable doivent être conçues de manière à empêcher tout transfert de pollution résiduelle vers l'eau des canalisations via les parois ou les joints (canalisations métalliques ou autre matériau anti-contaminant) ;
- un plan « hygiène et sécurité » pour la protection de la santé des travailleurs doit être mis en place dans le cadre de tous travaux de terrassement. Ce plan doit spécifier notamment les équipements de protection individuels adaptés aux travaux ;
- les moyens appropriés doivent être mis en place pendant les travaux pour maîtriser la dispersion des terres polluées dans l'air (humidification en période sèche ou venteuse,...) et dans les eaux superficielles ;
- tous les sols et matériaux excavés doivent faire l'objet d'analyses préalables et, en fonction des résultats de ces analyses, être éliminés à la charge et sous la responsabilité de l'exploitant, conformément à la réglementation en vigueur. La réutilisation des terres sur site est possible après vérification de la compatibilité sanitaire entre leur état et l'usage prévu ;
- un rapport de fin de travaux doit être remis à l'inspection des installations classées mentionnant notamment le volume des terres excavées, les résultats des analyses pratiquées sur ces terres, leurs bordereaux d'élimination le cas échéant, les éventuelles zones de réutilisation de terres contaminées (plan) et les caractéristiques des terres réutilisées. Des analyses des fonds et flancs de fouille pour estimer la pollution résiduelle doivent également figurer dans ce rapport.

Article 9.1.2. Dispositions particulières applicables aux locaux spécifiques

Locaux de recharge des batteries :

S'il existe un local de charge de batteries des chariots, celui-ci est situé dans un local exclusivement réservé à cet effet, extérieur au dépôt de matériaux combustibles ou isolé par une paroi REI 120. La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, une zone de recharge peut être aménagée dans un local d'exploitation sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

Transformateurs :

Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur des bâtiments d'exploitation, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont de degré coupe-feu 2 heures.

Dépôts de liquides inflammables et poste de distribution :

Le stockage de gasoil et de Gazole Non Routier (GNR) et la station de distribution de ces carburants sont situés en dehors de la zone de flux rayonné de 3 kW/m².

Article 9.1.3. Dispositions particulières applicables à l'activité de mise en balle de déchets d'ordures ménagères

L'activité de mise en balles de déchets est limitée à la production d'un combustible de substitution à base d'ordures ménagères résiduelles et/ou de broyats d'encombrants non valorisables.

Le stock tampon d'ordures ménagères en vrac en attente de mise en balle est limité à 400 m³.

Le stock tampon d'encombrants non valorisables en vrac en attente de broyage est limité à 200 m³.

Sauf indisponibilité de la ligne d'enrubannage, ces stocks seront nuls en fin de journée.

Les balles sont constituées et stockées de manière à éviter toute nuisance liées à leur stockage (odeurs, fuites, envois). L'activité de mise en balle (stock tampon d'ordures ménagères en vrac, broyage, mise en balle) est réalisée à couvert. Seules les balles étanches sont stockées en extérieur.

En cas de stockage de balles sur un nombre de niveaux supérieur à 4, l'exploitant met en œuvre un protocole de surveillance du stock, visant à s'assurer de la tenue mécanique des balles (intégrité, absence d'affaissement ou de déchirement, absence de fuite et d'odeurs,...). La fréquence de surveillance est a minima bihebdomadaire. Les résultats de la surveillance (état des balles, mesures prises le cas échéant) sont tracés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 9.1.4. Dispositions particulières applicables à l'activité de transit et découpe de traverses de chemin de fer (bois dangereux catégorie C)

La quantité maximale présente sur le site est de 500 t. Les traverses sont stockées à l'air libre, sur une plateforme étanche équipée d'un système de collecte des eaux pluviales. La hauteur de stockage est limitée à 4 m.

L'activité de découpe de traverses est limitée à la mise au gabarit de transport des traverses trop longues.

Les sciures et copeaux issus de la découpe sont collectés immédiatement et stockés dans des conditionnements permettant d'éviter leur envol ou leur entraînement par les eaux pluviales. Ils sont éliminés dans les installations adaptées.

Article 9.1.5. dispositions particulières applicables à l'espace Recyparc

Les différents déchets non dangereux combustibles acceptés sur l'espace Recyparc (déchetterie professionnelle) sont stockés dans des conteneurs ou box adaptés délimités par des murets en béton coupe-feu 2 heures. Les déchets sont stockés de manière à ce qu'une hauteur minimale de 50 cm soit maintenue vide entre le haut des stocks et le faite des murets.

Les déchets dangereux, hormis les déchets de déconstruction contenant de l'amiante lié sont stockés à couvert et sur rétention, conformément aux dispositions de l'article 8.4.1 du présent arrêté.

La zone de stockage des déchets de déconstruction contenant de l'amiante lié est isolée de la zone d'accueil et des autres déchets. Elle est clairement identifiée et son accès est interdit au public. Elle est localisée dans un espace couvert.

Tout déchet susceptible de contenir de l'amiante lié est isolé dans cette zone dès sa détection et conditionné dans un emballage adapté, fermé, étanche et étiqueté conformément à la réglementation.

Les équipements de protection individuels usagés et les poussières éventuellement émises lors des opérations de manutention sont conditionnés dans des contenants adaptés répondant aux mêmes contraintes. Ils sont éliminés dans les filières adaptées.

L'exploitant dispose d'un système d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau, qu'il met en œuvre en cas de besoin. La zone de stockage est conçue de telle sorte à permettre la récupération intégrale des boues ou des eaux susceptibles de contenir de l'amiante, liées à l'utilisation de ce système. Elles sont conditionnées et éliminées comme tous déchets contenant de l'amiante.

La zone de stockage est nettoyée, en tant que de besoin, après toute opération de manutention, de manière à éviter toute présence durable d'amiante non conditionnée.

TITRE 10 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.1.1. Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

Article 10.2.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques diffuses

Sans objet.

Article 10.2.2. Relevé des prélèvements d'eau

Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1, sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.

Article 10.2.3. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Pour les rejets des eaux pluviales, les analyses suivantes sont réalisées :

- Point de rejet Doller 1 :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Température	1301	ponctuel	semestrielle	semestrielle
pH	1302			
MES	1305			
DCO	1314			
DBO5	1313			
Hydrocarbures totaux	7009			
Chrome total	1389			

Chrome hexavalent	1371			
Cuivre	1392			
Nickel	1386			
Plomb	1382			
Zinc	1383			
Arsenic	1369			
Mercure	1387			
Cadmium	1388			

Point de rejet Doller 2 :

Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
Température	1301	ponctuel	semestrielle	semestrielle
pH	1302			
MES	1305			
DCO	1314			
DBO5	1313			
Hydrocarbures totaux	7009			
Naphtalène	1517			
Fluoranthène	1191			
Somme (benzo(b)fluoranthène, benzo(k)fluoranthène, benzo(a)pyrène, benzo(g,h,i)pérylène, indéno(1,2,3-cd)pyrène)	7088			
Chrome total	1389			
Chrome hexavalent	1371			
Cuivre	1392			
Nickel	1386			
Plomb	1382			
Zinc	1383			
Arsenic	1369			
Mercure	1387			
Cadmium	1388			

Article 10.2.4. Surveillance des effets sur les milieux aquatiques, les sols, la faune et la flore

Article 10.2.4.1. Surveillance des eaux souterraines

Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines

Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°de l'ouvrage	N°BSS	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau	Profondeur de l'ouvrage
TEX10	04136X0692	aval	Pliocène de Haguenau et nappe d'Alsace (CG001)	13,7
TEX11	04136X0693	aval		13,4
PZ3	-	aval		10 m
PZ4	-	amont		10 m

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N° de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
TEX10	Semestrielle	pH	1302
TEX11		Hydrocarbures totaux	7009
PZ3		Matières en suspension	1305
PZ4			
PZ3	Quinquennale	Indice phénol	1440
PZ4		HAP (somme des 16)	6136
		COHV (somme 14)	7485
		Chlorure de vinyle	1753

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 10.2.4.2. Surveillance des sols

La surveillance des sols est effectuée a minima sur les points référencés B, C, D, F, G et H dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente. Les paramètres à surveiller sont a minima les substances retenues comme pertinentes dans ce même rapport de base, à savoir :

- 7 PCB (28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180),
- phénanthrène,
- fluoranthène,
- benzo(a)pyrène,
- indice phénol,
- BTEX,
- métaux (zinc, mercure, cadmium, nickel, plomb),
- hydrocarbures totaux (C10-C40).

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans.

Article 10.2.5. Suivi des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Article 10.2.6. Auto surveillance des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après la mise en service de l'installation.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 10.3.1. Analyse et transmission des résultats de l'auto surveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Si les résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution de la nappe. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement, sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 181-1 à L. 181-4 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans le mois suivant la réception des résultats.

Article 10.3.2. Bilan de l'auto surveillance des déchets

L'exploitant déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les déchets dangereux et non dangereux conformément à l'article 10.2.4.

Article 10.3.3. Analyse et transmission des résultats des mesures de niveaux sonores

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.5 sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 10.4 BILANS PÉRIODIQUES

Article 10.4.1. Bilan environnement annuel

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE 11 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 11.1.1. Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 11.1.2. Sanction

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre I, titre VII du livre I du code de l'environnement.

Article 11.1.3 Publicité

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Pfastatt pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire de Pfastatt au préfet du haut-Rhin – Bureau des enquêtes publiques et des installations classées.

L'arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin.

Une copie dudit arrêté est également adressée à chaque conseil municipal consulté.

Article 11.1.4 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Pfastatt, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société SCHROLL à Pfastatt.

Fait à Colmar, le 17 mai 2019
Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Signé

Christophe MARX

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.